

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Pour un budget au service de l'emploi et de l'investissement public !

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : mercredi 2 septembre 2015

Démocratie & Socialisme

C'est une rentrée curieuse. Hollande qui prétend avoir eu tort de baisser la Tva, Macron qui s'en prend à la durée du travail et Valls au code du travail ... Une gauche éclatée comme jamais ... Pourtant les éléments d'un sursaut sont là.

Faire le dos rond, croire que l'après-régionales permettra une prise de conscience, une recomposition à gauche ... c'est reculer pour mieux sauter.

Macron démission !

Entendu à l'Université d'été du PS à La Rochelle, ce slogan résume bien l'état d'esprit de nombreux militants à gauche. La gauche c'est la réduction du temps de travail, c'est le pouvoir d'achat, c'est le code du travail ! Ce ne sont pas les idées vieillottes de Macron reprenant ainsi celles de Gattaz père il y a 20 ans ou celles de Gattaz fils depuis des mois !

Si ces évidences ne sont pas acceptées par Macron, c'est que le projet politique qu'il porte n'est pas de gauche ! Ni celui du Premier ministre qui le couvre car, s'il y avait désaccord entre eux, comme on essaye de nous le faire croire, Macron aurait eu le même sort que Montebourg il y a un an !

Macron, parce qu'il symbolise l'orientation pro-Medef au gouvernement, sera le fossoyeur de la gauche aux régionales comme en 2017 ! L'électeur de gauche, découragé, risque trop souvent de s'abstenir.

Budget 2016 : infléchir à gauche !

Une inflexion de la politique économique du gouvernement a été demandée par le bureau national du PS. Elle est possible et nécessaire vu l'échec de la politique menée par le tandem Valls-Macron. **Cela nécessite une bataille parlementaire appuyée dans tout le pays.**

Réorienter le budget 2016 en faveur de l'emploi et de l'investissement public serait cohérent avec la campagne des régionales dans laquelle la gauche prône la conditionnalité des aides publiques régionale aux entreprises, des aides à la jeunesse, au logement, à la transition énergétique.

Cela passe par la mise au débat, dans le débat budgétaire, d'une réorientation des 15 milliards du pacte de compétitivité. Ils doivent dorénavant être plus directement utilisés pour favoriser l'emploi et les investissements publics.

L'exécutif parle d'une baisse de l'impôt. De combien ? Pour qui ? L'improvisation semble totale, alors qu'une politique de gauche serait de baisser la TVA qui pèse le plus sur les couches populaires et d'engager la réforme fiscale pour un impôt sur le revenu et une CSG réellement progressifs.